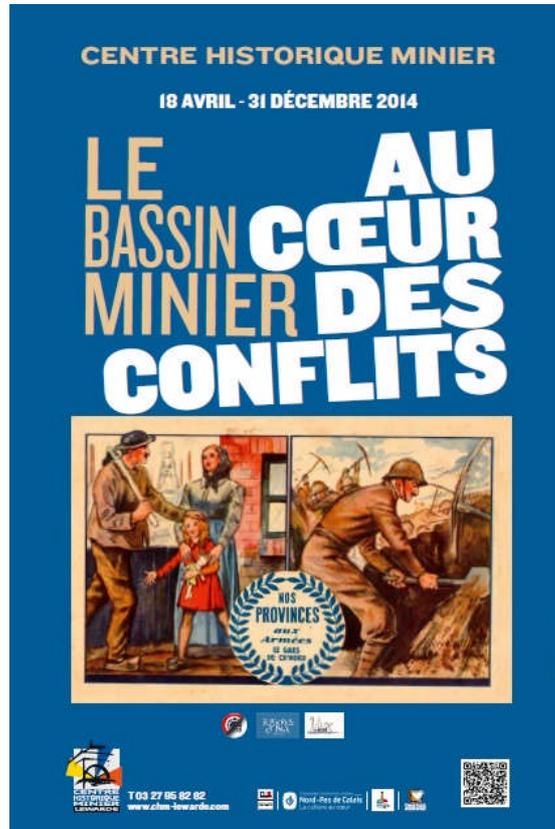


## Expositions



et

### *Le bassin minier en 1918, un paysage anéanti* (18 avril – 31 août 2014)



#### Contacts presse :

Karine Sprimont, Directrice de la communication

Tél. 03 27 95 82 82 – [ksprimont@chm-lewarde.com](mailto:ksprimont@chm-lewarde.com)

Mélissa Roux, Assistante en communication - [mroux@chm-lewarde.com](mailto:mroux@chm-lewarde.com)

En 1713, la paix d'Utrecht met fin à la guerre de Succession d'Espagne qui redessine les frontières du Nord de la France. C'est alors le début de la recherche du charbon dans le prolongement du bassin minier wallon. Elle aboutira en 1720 pour écrire une épopée minière de deux cent soixante-dix années.

Depuis cette date, le bassin minier du Nord-Pas de Calais a été balayé par des conflits successifs, ceux de la Révolution, des deux grandes guerres mondiales et jusqu'à celui de la guerre d'Algérie. Ces différents conflits qui ont touché le Nord de la France ont considérablement bouleversé l'exploitation du charbon. La situation économique de la France en a été affaiblie, puisque le bassin minier du Nord-Pas de Calais fournit au XX<sup>ème</sup> siècle les deux tiers de la production nationale de charbon. Mais c'est surtout la Première Guerre mondiale qui va marquer profondément l'histoire du bassin minier : transformé dès le début des combats en un véritable champ de bataille, il finit totalement détruit en 1918.

Tous ces conflits, étalés sur trois siècles, ont eu des conséquences lourdes et durables sur la vie des habitants du bassin minier. Ils ont dû subir les souffrances de la guerre, les difficultés à se déplacer et à se ravitailler tout en continuant à travailler, mais ils se sont également révoltés, ont résisté, en essayant de vivre, toujours et malgré tout.

## La bataille de Denain et la naissance du bassin minier

A la fin de la guerre de Succession d'Espagne, le charbon n'est pas l'enjeu conscient des opérations militaires. C'est pourtant le sort des armes qui, en déterminant le tracé de la nouvelle frontière, scelle le destin minier de la région.

Depuis longtemps, les ambitions du roi de France portent sur la partie des Pays-Bas qui est restée possession espagnole. Mais quand son petit-fils, le duc d'Anjou, la reçoit en héritage en même temps que la couronne d'Espagne, cet accroissement considérable des possessions de la famille des Bourbon paraît intolérable aux autres puissances européennes : Anglais, Hollandais et surtout les Autrichiens.

La guerre de Succession d'Espagne va durer plus de dix ans (1701-1714). De cet affrontement dramatique, **la victoire des troupes de Louis XIV à Denain le 24 juillet 1712 constitue un des derniers épisodes, de loin le plus décisif.**

La victoire de Denain permet à Louis XIV de sauver l'essentiel et de négocier dans une position mieux assurée. Les traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714) cèdent aux Habsbourg de Vienne ce qui restait des anciens Pays-Bas espagnols, mais Philippe V, le petit-fils de Louis XIV, est confirmé sur le trône d'Espagne. **La France conserve définitivement le territoire du futur bassin minier : Condé, Valenciennes, Douai, Lens ou Béthune.** Mais, dans l'immédiat, le Nord de la France se trouve séparé des régions de Mons et de Charleroi, où il avait pris l'habitude de s'approvisionner en charbon. Par ailleurs, la hausse des droits de douane lui interdit de s'en procurer dans cette région du Hainaut impérial qui appartient désormais aux Pays-Bas autrichiens.

**C'est la difficulté qu'il y a désormais à importer le précieux combustible qui détermine sa recherche dès 1716 à l'ouest de la nouvelle frontière.** En effet l'industrialisation naissante, notamment la verrerie, exprime de nouveaux besoins. Le vicomte Jacques Desandrouin joue alors un rôle pionnier puisqu'il a l'intuition que le gisement exploité en Belgique se prolonge en France, sous une épaisseur plus considérable de morts-terrains. Il en découvre à Fresnes en 1720, puis à Anzin en 1734 pour la houille grasse qui fera sa fortune. Dans le Hainaut français, la révolution industrielle est déjà engagée.

## Le bassin minier dans les guerres de la Révolution

Le XVIII<sup>e</sup> siècle a vu naître et se développer l'industrie minière dans le Nord de la France. En 1789, la très prospère et très puissante Compagnie des mines d'Anzin emploie 4 000 mineurs dans le Hainaut français, autour de Valenciennes, dans la seule partie du gisement qui est alors identifiée. En 1793-1794, ce premier bassin minier se trouve plongé au cœur d'opérations militaires qui peuvent déterminer l'écrasement, ou le triomphe de la toute jeune République française.

Depuis le 20 avril 1792, la France est en effet en guerre. Au printemps de 1793, les opérations militaires reprennent dans les Pays-Bas autrichiens. A l'Europe coalisée contre elle, la France oppose une armée où se mêlent de vieux soldats de métier, volontaires et citoyens appelés sous les drapeaux dans le cadre de la levée en masse. La défaite de Neerwinden (18 mars 1793), puis la trahison du général Dumouriez ouvrent aux armées étrangères les portes du territoire national. C'est par le Valenciennois que commence l'invasion.

Grâce à l'héroïsme de ses défenseurs, Valenciennes résiste deux mois aux troupes autrichiennes et anglaises, avant de tomber le 23 août 1793. Mais après une année d'occupation, les troupes de la République française remportent en Belgique la victoire de Fleurus (26 juin 1794), qui entraîne la capitulation de la garnison autrichienne et la libération de Valenciennes.

### Les mines au cœur des bouleversements révolutionnaires

**En 1793, les assiégeants de Valenciennes ont abrité leurs batteries de mortiers derrière les terrils des fosses d'Anzin tandis que les entreprises étaient livrées au pillage.** En proie à la famine, les ouvriers se sont dispersés. Durant l'année qui a suivi, l'occupant s'est servi dans les stocks de charbon de Saint-Saulve. Il ne faudra pas moins de deux décennies pour que soit retrouvé le niveau de production de 1790.

**La guerre entre la France et les puissances européennes a accéléré l'émigration d'une partie des actionnaires nobles de la Compagnie d'Anzin dont les biens sont confisqués. Durant quelques mois, la République mène ainsi l'expérience d'une toute première nationalisation, puisqu'elle est devenue propriétaire de la majorité des parts de l'entreprise :** c'est le directoire du district de Valenciennes, contrôlé par les Jacobins, qui préside aux destinées de la Compagnie. L'agitation sociale régnant à Anzin laisse entrevoir que, pour bon nombre de mineurs, les circonstances doivent être l'occasion d'une transformation radicale de leurs conditions. Pourtant en juin 1795, l'exploitation du charbon est remise entre les mains d'un groupement privé de financiers. Il faudra attendre la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour voir à nouveau les mines nationalisées.

## 1914-1918, le bassin minier à l'épicentre d'une guerre totale

**Aucune région française n'est plus engagée dans la Première Guerre mondiale que le Nord-Pas de Calais et, à une échelle plus modeste, que le bassin minier. Pendant quatre longues années, celui-ci se trouve à l'épicentre du conflit, d'autant plus qu'il est coupé en deux par le double réseau des tranchées. Pendant quatre ans, le bassin minier constitue un champ de bataille...**

Le monde entier se retrouve dans les tranchées puisque les soldats de l'Empire britannique (Australiens, Canadiens, Néo-zélandais, ...) se battent aux côtés de l'armée française contre les Allemands. La guerre totale s'affirme dans le bassin minier avec une force particulière : la mine est mise au service de l'effort de guerre, et des deux côtés de la ligne de front les mineurs sont, à leur façon, mobilisés. Partout, l'autorité militaire s'impose, notamment dans la partie du bassin qui est soumise à un féroce régime d'occupation.

Quand le conflit s'achève, le bassin minier est devenu un vaste champ de ruines.

### 1914, le bassin minier coupé en deux par le front

En août 1914, l'est du bassin minier est simplement traversé par l'offensive allemande, qui dans le cadre du plan Schlieffen cherche à anéantir rapidement l'armée française avant de se reporter sur le front russe. Cependant, **à la mi-septembre après la victoire française de la bataille de la Marne, le bassin minier devient véritablement un champ de bataille.** En effet, chacun des deux adversaires cherche à déborder l'autre par le nord : c'est ce qu'on appelle la « course à la mer ». Les combats sont particulièrement intenses et la prise de contrôle du territoire par les Allemands s'accompagne de nombreuses violences.

**Après la première bataille de l'Artois, le front se stabilise durablement à l'ouest de Lens qui est tombée le 4 octobre entre les mains des Allemands. Les troupes s'enterrent dans des tranchées sur une ligne qui, d'Armentières à Arras, coupe le bassin minier en deux.**

### La zone arrière sous pression

**A l'ouest du front, le territoire du bassin minier est épargné par l'invasion. Les forces armées sont omniprésentes, françaises naturellement mais aussi britanniques. Les cités et les corons accueillent les soldats. L'autorité militaire s'impose à tous et encadre la vie quotidienne des civils qui continuent à travailler.**

Après quelques semaines d'arrêt, la reprise du travail est impérative. Les compagnies de Nœux, Bruay, Marles, La Clarence, Ligny-les-Aire et Ferfay produisent du charbon pour les besoins du pays en guerre, malgré de nombreuses difficultés : manque de main-d'œuvre lié à la mobilisation, bombardements sporadiques des Allemands et difficultés du transport. Malgré cette situation difficile, les Compagnies produisent beaucoup en exploitant les veines les plus riches et en augmentant les horaires de travail. C'est ainsi que Bruay passe de 2,7 millions de tonnes en 1913 à 3,15 millions de tonnes en 1915 et jusqu'à 4,5 millions de tonnes en 1917.

### **Au cœur du bassin minier, le champ de bataille**

**Pendant toute la guerre, la ligne de front est au cœur du bassin minier, sur les territoires des compagnies de Lens, Liévin et Béthune. Les soldats allemands et alliés s'enterrent face à face dans un double réseau de tranchées qui durant quatre années se déplacera très peu. Les armées s'installent dans une guerre de position.** Pour les soldats qui stationnent dans les tranchées, l'artillerie constitue le danger principal. Des centaines de milliers d'obus tombent sur eux et contribuent à détruire le territoire où ils sont installés : fosses, corons et cités sont ravagés par les combats.

Au prétexte de précautions militaires, les Allemands détruisent aussi de façon systématique les fosses voisines du front : les câbles sont coupés, les cages précipitées dans les puits, les machines détruites. Élie Reumaux, président de la Société des mines de Lens, assiste, impuissant, à la destruction de la fosse 13 qui porte son nom.

L'offensive de septembre 1915 permet aux Alliés de faire avancer la ligne de front mais la riposte est désastreuse pour les fosses : les Allemands provoquent l'inondation volontaire de l'ensemble des puits de cette zone et dynamitent systématiquement les installations de surface. De même, après la prise de Vimy par les Canadiens, en avril 1917, les mines de Courrières et de Dourges sont pillées et détruites.

### **La bataille de Loos-en-Gohelle et la violence de masse**

Livrée au cœur du bassin minier, la bataille de Loos est une des composantes de la bataille d'Artois. Elle illustre dramatiquement l'échec de toutes les offensives destinées à réaliser une rupture du front. A l'automne de 1915, le « Big Push » imaginé par l'état-major britannique se transforme en un sanglant échec, malgré la masse des armes employées et des hommes mis en ligne. Le 25 septembre, 75 000 soldats concentrés sur un front étroit sortent des tranchées pour monter à l'assaut. L'avancée est réelle mais 8 500 soldats britanniques sont tués en une seule journée et les Allemands reprennent la cote 70. Les assauts qui se poursuivent dans les jours qui suivent avec le renfort de soldats français aboutissent à un désastre : le 13 octobre, en dix minutes, la 46<sup>e</sup> division britannique perd 3 700 hommes.

En l'espace de quelques semaines, la poussée a permis de reprendre quatre kilomètres carrés à l'ouest de Lens, mais au prix de 20 000 morts et 30 000 blessés parmi les troupes alliées.

### **L'est du bassin minier sous régime d'occupation**

**Pour les Allemands, l'est du bassin minier appartient à la zone des « étapes ». De Valenciennes à Lens, ce sont des centaines de milliers de soldats qui stationnent ou sont au repos avant de remonter en première ligne. Les villes du bassin minier sont soumises à une occupation très intense.** Dans les secteurs de Sallaumines ou de Courrières, à proximité du front, la présence allemande est particulièrement lourde.

Conformément aux exigences de l'occupant, les mines reprennent l'exploitation quelques semaines après l'invasion. Les conditions sont difficiles et les ouvriers manquent. Une partie de la main-d'œuvre est sous les drapeaux, une autre a suivi l'exode des premiers jours. La Bergverwaltung, section des mines de l'administration allemande, exerce une autorité tatillonne pour mettre les fosses au service de l'effort de guerre allemand. Elle fait le lien entre les autorités militaires et les compagnies, s'occupe de l'approvisionnement tandis que les responsables de l'exploitation restent le plus souvent à leur poste. Malgré ces efforts, la production est en baisse très nette par rapport à 1913.

## **De la dévastation à la reconstruction**

Dès 1917, on s'inquiète des destructions opérées dans le bassin minier. Une commission technique du Groupement des houillères victimes de l'invasion se réunit pour réfléchir à l'après-guerre. Pourtant, le pire reste à venir. Il se produit en 1918, lors du recul des troupes allemandes qui ont programmé la destruction systématique de l'appareil économique des régions envahies.

**Tous les puits des compagnies du Nord, l'Escarpelle, Aniche et Anzin, sont méthodiquement détruits en quelques jours. Bâtiments des machines, batteries de chaudières, triages, cheminées, lavoirs, fours à coke sont dynamités. Le bilan d'ensemble est effroyable : 103 sièges d'extraction comprenant 212 puits sont détruits, de nombreux cuvelages ont été dynamités, 800 kilomètres de chemins de fer miniers sont inutilisables dont 103 ouvrages d'art, 110 millions de mètres cubes d'eau inondent les étages souterrains des mines, environ 3 000 kilomètres de galeries sont à rétablir, 16 000 logements sont en ruines. La ville de Lens est quasiment rayée de la carte. Tout est à reconstruire.**

S'il est un nom à associer à la reconstruction des mines du Nord-Pas-de-Calais, c'est bien celui d'Ernest Cuvelette, directeur général adjoint des Mines de Lens, qui va se consacrer à la reconstruction des houillères du Nord-Pas-de-Calais et surtout des mines de Lens. En dix ans il reconstitue le patrimoine de la Compagnie, profitant de ces circonstances pour moderniser l'appareil productif.

## **1940-1944, le bassin minier occupé par l'Allemagne**

**De 1940 à 1944, le bassin minier se trouve dans une situation hors du commun, à l'image du Nord-Pas de Calais tout entier. C'est par lui que l'invasion allemande a commencé ; on y a livré des combats d'une violence extrême, accompagnés de massacres sans équivalent. Le rattachement des deux départements à la Kommandantur de Bruxelles montre bien qu'Hitler conçoit à leur égard un projet particulier. De plus, la proximité immédiate de l'Angleterre, par qui peut venir la libération, engendre dans le bassin minier une présence allemande d'une extraordinaire densité.**

**Le poids de l'occupation va être d'autant plus lourd dans le bassin minier que l'industrie minière peut procurer à l'Allemagne les ressources, notamment le charbon, dont elle a besoin pour affronter une guerre longue. La Résistance s'y exprime avec une dimension singulière, notamment lors de la grande grève des mineurs de 1941, qui marque le premier acte de résistance massive.**

## **Le bassin minier, zone interdite**

Dans le bassin minier, le projet hitlérien de guerre d'anéantissement est mis en échec dès 1940. En effet, tandis que les civils traumatisés par le souvenir de la première occupation sont lancés sur les routes de l'exode et parcourent désespérément le bassin minier, les soldats français et britanniques s'y battent avec la dernière énergie.

Bien loin de la débâcle si souvent décrite, une résistance acharnée sur l'Escaut et sur les canaux donne le temps au corps expéditionnaire britannique et à une part non négligeable de l'armée française d'évacuer la poche de Dunkerque. Les massacres dont se rendent coupables les soldats de la Wehrmacht, à Oignies et à Courrières notamment, traduisent pour une part leur incapacité à obtenir une victoire rapide et décisive.

Dès le mois de juin 1940, avant même l'entrée en vigueur de l'armistice signé avec la France le 25, Hitler choisit de rattacher les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais au commandement militaire de Bruxelles et place le bassin minier en zone interdite.

### **Le poids de l'occupation**

**La région subit d'emblée une présence militaire massive. Les compagnies minières doivent reprendre l'exploitation. La production est poussée à son maximum pour tenter de compenser l'arrêt des importations de charbon anglais et belge qui permettaient depuis longtemps à la France de satisfaire ses besoins.** Une main-d'œuvre non qualifiée, composée d'Ukrainiens, de prisonniers de guerre serbes et soviétiques, d'étudiants voulant échapper au S.T.O., est recrutée pour pallier l'absence de 18 000 ouvriers du fond, prisonniers de guerre ou transférés dans les mines de la Ruhr. Quant aux compagnies, elles reviennent sur les avantages accordés sous le Front populaire : à l'augmentation des heures de travail s'ajoute le retour au chronométrage et au salaire à la tâche.

**Dans les corons, le quotidien est difficile.** Les habitants doivent faire face aux alertes, aux bombardements, au rationnement. De nombreux produits de base manquent comme le beurre, la viande et les pommes de terre. Les tickets de ravitaillement ne peuvent être honorés. La sous-alimentation et la détérioration des conditions de travail affaiblissent les ouvriers, entraînant de nombreuses absences, une recrudescence des maladies et des risques d'accident.

### **1941 : 100 000 mineurs en grève**

**La grande grève des mineurs de mai-juin 1941 est un épisode absolument unique dans l'histoire de la France occupée. Par sa précocité, son ampleur et ses modalités, elle illustre une forme de résistance au grand jour.**

Le 27 mai 1941, un mouvement se déclenche à la fosse 7 dite « du Dahomey » de la Société des mines de Dourges. Les revendications portent sur les conditions de travail et de vie des mineurs qui sont devenues d'autant plus dures que les salaires sont bloqués depuis 1940. Le 29 mai, le mouvement gagne les compagnies de Courrières, d'Ostricourt et de Carvin ; celles de l'Escarpelle le 30 et d'Anzin le 31. En cinq jours, la grève est devenue générale. Le 3 juin, le général Niehoff annonce par voie d'affichage la condamnation à cinq ans de travaux forcés de onze mineurs et de deux femmes et somme les mineurs de reprendre le travail. La réponse ne se fait pas attendre : le 6 juin, 100 000 mineurs sur les 143 000 que compte le bassin sont en grève. Aux militants communistes qui ont déclenché le conflit se joignent des ouvriers de toutes les sensibilités.

**C'est sur l'ensemble de la corporation des mineurs que s'abat la répression. 450 d'entre eux sont arrêtés,** pas forcément les meneurs puisque la terreur doit s'imposer à tous. **Le 26 juillet 1941, 244 ouvriers sont embarqués pour le camp de concentration de Sachsenhausen :** ils constituent le premier convoi de déportés français. La moitié seulement en reviendront.

### **De la Libération à la nationalisation des mines**

Durant l'été 1944, les mineurs lancent une grève générale qui permet le 25 août de libérer le bassin minier. Pourtant, devant le besoin en charbon, les mineurs sont à nouveau sollicités. Le 28 août 1944, Henri Martel, député communiste du Nord, lance depuis Londres un appel aux mineurs, les enjoignant à retourner abattre le charbon. La fin de l'année 1944 et le début de l'année 1945 sont marqués par de nombreux appels à la grève

dans le bassin minier, dénotant l'incompréhension des mineurs devant l'attitude du parti communiste et de la C.G.T. leur demandant de « travailler d'abord et [de] revendiquer ensuite ».

Dans le même temps, une certaine confusion s'est installée dans le bassin minier. La mise en place d'une commission d'épuration sert de prétexte à certains règlements de comptes : les ouvriers accusent ingénieurs et porions de collaboration. Ils leur reprochent surtout la dureté des conditions de travail et la dénonciation de grévistes.

C'est aussi le changement de statut des houillères qui est mis en chantier par les ministres communistes, entrés au gouvernement provisoire du général de Gaulle. Le 11 octobre 1944, les présidents des conseils d'administration et les directions sont suspendus et des administrateurs provisoires sont nommés. Après l'ordonnance du 13 décembre 1944 qui constitue un régime provisoire des Houillères Nationales du Nord et du Pas-de-Calais, c'est la loi du 17 mai 1946 qui nationalise définitivement les houillères françaises en créant un établissement public central (les Charbonnages de France) et des établissements publics distincts (les Houillères de bassin) : ils succèdent aux anciennes compagnies minières et leur mission est de produire, d'exploiter et de vendre la houille.

### **1954-1962, la guerre d'Algérie se joue aussi dans le bassin minier**

**La guerre d'Algérie est un conflit aux dimensions nouvelles. C'est une guerre sans front puisqu'elle ne met pas face à face deux armées régulières. C'est une guerre qui ne veut pas dire son nom puisqu'elle engage des combattants qui ne portent pas forcément d'uniforme. Elle est pour une part une guerre de l'ombre.**

Les événements d'Algérie marquent beaucoup l'opinion publique française. L'action militaire de la France n'apparaît pas forcément légitime et engendre dans le bassin minier de nombreuses manifestations hostiles à la poursuite de la guerre.

La guerre d'Algérie se déroule pour l'essentiel sur l'autre rive de la Méditerranée mais elle se joue aussi dans le bassin minier puisque les différentes factions du nationalisme algérien s'y trouvent représentées au sein de la population immigrée : elles se livrent à une véritable guerre civile.

#### **Une guerre civile dans le bassin minier**

**Entre 1954 et 1962, se développe dans le bassin minier une nouvelle forme de conflictualité que les journaux de l'époque n'hésitent pas à qualifier de « terrorisme ». Deux factions rivales des mouvements nationalistes algériens : le MNA (Mouvement national algérien) et le FLN (Front de libération nationale) comptent dans leurs rangs des mineurs immigrés qui s'affrontent au cœur des cités minières.** Cette guerre civile dans la guerre d'Algérie est d'une violence extrême puisque le FLN utilise des groupes de choc pour éliminer physiquement les militants du MNA, notamment dans le Douaisis. Ces derniers répondent par des moyens comparables.

Cette rivalité est par ailleurs rendue plus complexe encore par l'intervention de l'OAS (Organisation armée secrète), organisation clandestine fondée en 1961 regroupant les plus radicaux des partisans de l'Algérie Française. Le bassin minier est ainsi le lieu d'un conflit où s'affrontent dans un jeu des plus complexes les différentes factions nationalistes algériennes, les partisans les plus intransigeants de l'Algérie Française et les autorités de la République.

## Les manifestations contre la guerre

A l'image de ce qui se passe dans l'ensemble du pays, les manifestations d'hostilité à la guerre d'Algérie dans le bassin minier semblent se développer au fur et à mesure que l'opinion publique prend conscience du prix à payer pour que l'Algérie demeure française. Les jeunes mineurs, un temps épargnés en raison du manque de main-d'œuvre, rechignent à être placés sous les drapeaux et envoyés combattre en Algérie au même titre que le reste du contingent. La guerre en Algérie apparaît parmi les premières revendications ouvrières. La sauvegarde de la démocratie justifie aussi l'engagement des mineurs. Au lendemain des événements algérois du 13 mai 1958, la CGT voit en de Gaulle « un émule du fascisme ». Mais c'est surtout dans les derniers mois du conflit que les manifestations dans le bassin minier culminent, en protestation contre les attentats de l'OAS, et surtout au lendemain de l'affaire du métro Charonne, le 8 février 1962, où huit personnes qui manifestaient contre les violences et la poursuite de la guerre en Algérie sont tuées par la police.

## Vivre la guerre au quotidien

### Subir la guerre

La population du bassin minier est durement marquée par les différents conflits, qu'ils soient circonscrits à un territoire comme pour les sièges de Valenciennes en 1793-1794, ou qu'ils concernent l'ensemble du territoire au cours des deux guerres mondiales. Le quotidien des habitants est alors rythmé par la guerre et tout ce qu'elle implique : **l'absence des hommes mobilisés, les passages des troupes, l'occupation plus ou moins longue par l'ennemi avec l'obligation parfois de loger les soldats.** C'est bien souvent un quotidien de peur, liée aux bruits, celui des canons, de la mitraille que l'on entend au loin ou à côté, de jour comme de nuit. Ce quotidien, c'est aussi celui de la méconnaissance des événements, de l'impossibilité à s'informer, à communiquer. C'est enfin et surtout, pour les habitants de **devoir faire face aux alertes, de devoir se mettre à l'abri et de subir les bombardements et les destructions.**

### Survivre au quotidien

**En temps de guerre et d'occupation, le problème principal des populations est celui du ravitaillement.** Face aux réquisitions par l'occupant pour ses propres besoins, ou à la hausse des prix, le quotidien est difficile. De nombreux produits de première nécessité manquent, comme la viande, le beurre et les pommes de terre, qui sont à la base des repas des mineurs. Il faut alors organiser le ravitaillement, mettre en place des systèmes de rationnement avec l'établissement de catégories et de règles. Si les mineurs ont pu bénéficier d'un régime spécial lors des deux guerres mondiales, ils connaissent néanmoins une sous-alimentation qui, conjuguée à la difficulté des conditions de travail, va profondément les affaiblir.

Il faut aussi trouver des solutions temporaires par le biais du marché noir, des produits de substitution ou des kilomètres effectués à pied ou à vélo dans les fermes lointaines ou les villes moins touchées par la pénurie pour trouver des aliments. On réinvente les menus ; on publie des livres de « Principes et recettes alimentaires ».

En plus du ravitaillement, des problèmes d'hygiène et de santé, les populations occupées doivent également faire face au contrôle des déplacements. Il faut alors obtenir des autorisations, des laissez-passer, y compris parfois pour aller travailler.

## **Se révolter contre l'occupant**

L'occupation du bassin minier par les Allemands au cours de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale a été très dure pour les populations. Les habitants ont eu à subir un climat de terreur, administratif et militaire : prises d'otages, faits d'intimidation et même exécutions de civils. Dans les cités minières, on loge les troupes, on subit le couvre-feu, les réquisitions et les pillages. Les villes doivent verser des amendes pécuniaires au titre des contributions de guerre.

Pourtant, au quotidien, toutes les actions pouvant gêner l'occupant sont mises en place : en entravant par exemple la production, en sabotant les lignes téléphoniques, les installations minières ou les voies ferrées. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la résistance est très active dans la population minière. Des tracts et des affiches sont diffusés, des grèves sont déclenchées, comme celle de mai-juin 1941 qui rassemble 100 000 mineurs.

La population du bassin minier ne se contente pas de subir, au risque d'être victime d'une répression terrible.

## **Autour de l'exposition**

- **Une publication**

  - ***Le bassin minier au cœur des conflits***

  - Dans la collection *Mémoires de Gaillette* éditée par le Centre Historique Minier, parution en juin 2014

- **Un colloque international**

  - ***Charbon et conflits dans le monde***

  - **17 au 19 novembre**

- **Un concert pour Sainte Barbe**

  - ***L'histoire du soldat* de Stravinsky**

  - **Samedi 13 décembre à 20 h**

  - Dans le cadre de la célébration de la Sainte Patronne des mineurs, le Centre Historique Minier s'associe à l'Orchestre de Douai pour proposer le concert *L'histoire du soldat* de Stravinsky, dans l'auditorium Georges Delerue au musée.

## Exposition-dossier *Le bassin minier en 1918, un paysage anéanti*

En 1914, dès le début de la guerre, les troupes allemandes traversent la région et le conflit parvient aux portes du bassin minier. Entre le 1er et le 26 octobre, la première bataille d'Artois place la zone entre Lens et Arras en première ligne. Les armées s'enterrent alors dans des tranchées sur une ligne d'Armentières à Arras.

De 1914 à 1918, le bassin minier est découpé en trois zones : à l'ouest, une zone arrière sous contrôle des troupes alliées, à l'est, une zone occupée par les Allemands et au centre, la zone de front. Dans cette zone de front, la Société des mines de Lens, la Compagnie de Liévin et quelques puits de la Compagnie de Béthune sont au cœur des combats, exposés aux mouvements des troupes et sous le feu constant des artilleries ; dès 1914, les fosses sont détruites par les Allemands sous prétexte des précautions militaires. En septembre 1915, les puits sont inondés et les installations de surface dynamitées. En 1917, à leur tour, les Compagnies de Courrières et de Dourges sont pillées et détruites.

Dans les deux autres zones, à l'ouest et à l'est du front, les compagnies minières et la population vivent aux rythmes des mouvements de troupes et des bombardements adverses.

Mais le pire reste à venir, et le désastre s'achève en 1918. En effet, face à leur défaite, les Allemands programment la destruction de l'outil économique essentiel pour la France que constitue le bassin minier ; à leur tour, tous les puits des Compagnies de l'Escarpelle, d'Aniche et d'Anzin sont méthodiquement détruits en quelques jours.

**Le bilan total pour le bassin minier sera effroyable : 103 sièges d'extraction comprenant 212 puits sont détruits, de nombreux cuvelages sont dynamités et 110 millions de mètres cubes d'eau inondent les sous-sols des mines. Ce sont aussi 800 km de chemins de fer miniers qui sont inutilisables et 16 000 logements de mineurs ne sont plus que ruines. La ville de Lens est totalement rasée...**

La reconstruction sera immédiatement engagée et ne prendra que sept années pour s'achever dès 1925.

**Pour retracer cette terrible destruction, le Centre Historique Minier a choisi 45 photographies prises en 1918 et 1920, sélectionnées parmi plus de 400 images conservées par les archives du Centre, sous forme de plaques de verre de la Société des Mines de Lens et de cartes postales.**

*[...] aussi loin que la vue portait, il n'y avait plus une maison debout, ni un arbre en vie. Au milieu des débris accumulés de toutes parts, on avait hâtivement déblayé la rue centrale, la route de Béthune à Douai, par laquelle l'armée britannique s'efforçait de presser l'ennemi de son repli.*

*Pendant qu'on réparait le pont sur le canal pour le rendre plus praticable, je gagnai l'emplacement de ma maison, guidé dans mes recherches par un arbre aux restes calcinés ; quand j'y parvins, je ne trouvai là, comme partout ailleurs, que trous d'obus se touchant. Mais quelle surprise, sur les gravats, au bord des cratères, de toutes parts, ce n'était que fleurs : roses d'automne, chrysanthèmes variés et soucis éclatants. J'en pris une brassée pour les rapporter chez moi, et pendant ce temps, M. Basly, dont la maison n'était séparée de la mienne que par la rue, était allé lui aussi voir son jardin, lui aussi en rapportait des fleurs, et quand nous nous retrouvâmes, nous avions dans nos bras, lui des roses blanches et moi des roses rouges. Dans un premier mouvement, je lui dis : « M. Basly, la nature s'est trompée, il faut échanger nos roses », puis j'ajoutai aussitôt : « Mais non, partageons-les plutôt ».*

*Autour de nous, on applaudit, en disant : « La voilà, l'union sacrée » [...]*

**Ernest Cuvelette, directeur général adjoint de la Société des mines de Lens, octobre 1918**

(Extrait de la conférence faite au Conservatoire National des Arts et Métiers, le 12 mars 1922 : La destruction et la reconstruction des Mines de Lens)

## Réalisation de l'exposition

<b>Direction générale et programmation</b>	<b>André Dubuc</b> , directeur général du Centre Historique Minier
<b>Commissariat de l'exposition</b>	<b>Virginie Debrabant</b> , directrice des archives au Centre Historique Minier, et <b>Gérard Dumont</b> , historien, membre du conseil scientifique du Centre Historique Minier
<b>Recherches documentaires et iconographiques</b>	<b>Frédérique Delforge</b> , assistante de documentation et <b>Audrey Leleu</b> , assistante de conservation
<b>Scénographie</b>	<b>Patrick Bougelet</b> et <b>Nadia Anémiche</b> , Lille
<b>Illustrations sonores</b>	<b>Dominique Thomas</b> et <b>Olivier Sarrazin</b>
<b>Tirages numériques</b>	Pikasso, Marcq-en-Baroeul
<b>Installation technique</b>	<b>Emmanuel Reyes</b> , directeur des services techniques du Centre Historique Minier, assisté de Freddy Breda
<b>Communication et relations presse :</b>	<b>Karine Sprimont</b> , Directrice de la communication et du développement des publics, assistée de <b>Caroline Delain</b> et <b>Mélissa Roux</b>

La présentation des expositions *Le bassin minier au cœur des conflits* et *Le bassin minier en 1918, un paysage anéanti* au Centre Historique Minier a été permise grâce au soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, du Conseil Régional Nord Pas-de-Calais, de la Communauté d'Agglomération du Douaisis et de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent.

Les expositions et l'ensemble de la programmation ont reçu le label de la Mission du Centenaire 14/18. Les expositions *Le bassin minier au cœur des conflits* et *Le bassin minier en 1918, un paysage anéanti* s'inscrivent dans le cadre de l'opération *Guerres et paix* organisée par l'Association des Conservateurs des musées du Nord-Pas de Calais et *Vivre en 14/18* organisée par Proscitec.

## Renseignements pratiques

- **Dates**

18 avril au 31 décembre 2014 pour l'exposition *Le bassin minier au cœur des conflits*

18 avril au 31 août 2014 pour l'exposition *Le bassin minier en 1918, un paysage anéanti*

- **Horaires d'ouverture**

Du 18 avril au 14 novembre, tous les jours, de 9h à 19h30\*. Du 15 novembre au 31 décembre, du lundi au samedi, de 13h à 19h\* et les dimanches, vacances scolaires et jours fériés de 10 h à 19 h\*.

*\*La billetterie ferme deux heures avant*

- **Tarifs**

Pour les expositions : 6,40 € (ce tarif donne également accès à l'ensemble des expositions thématiques, hors visite guidée dans les galeries)

Pour l'ensemble du site (visite guidée et visite libre) : 12,50 € - 6,40 €.

- **Accès**

**Accès routier**

En venant de Paris (A1), Lille (A1) ou Lens (A21), prendre la direction Douai (N50), puis immédiatement la direction Cambrai (D621) et suivre le fléchage Centre Historique Minier. En venant de Valenciennes (A2), prendre la direction Douai, puis la direction Aniche (N455) et suivre le fléchage Centre Historique Minier (D645).

**Accès ferroviaire**

Gare TGV Douai-Paris : liaisons quotidiennes (temps de trajet : 1H15).

Nombreuses liaisons TGV via Lille.

Gare TGV à Douai

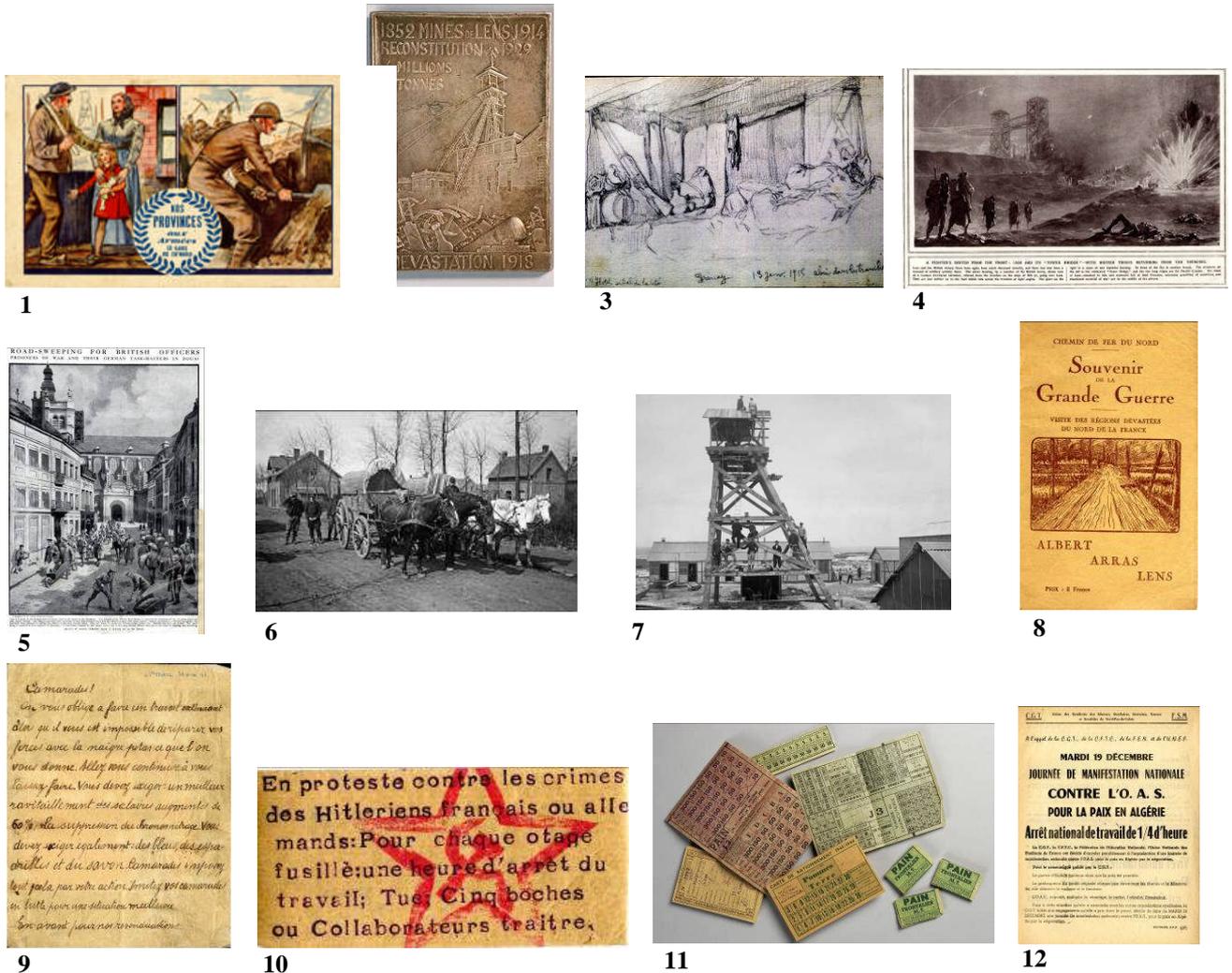
- **Contact**

Fosse Delloye BP 30039 rue d'Erchin - 59287 Lewarde - France

Tél. : 33 (0)3 27 95 82 82 - [www.chm-lewarde.com](http://www.chm-lewarde.com)

# Images disponibles libres de droit pour illustrer un article consacré au Centre Historique Minier

**Exposition *Le bassin minier au cœur des conflits*  
18 avril – 31 décembre 2014**



- 1 - Carte postale de la série *Nos provinces aux armées*, 1914-1918 © collections Centre Historique Minier
- 2 - Médaille souvenir de la Société des mines de Lens, 1919 © collections Centre Historique Minier
- 3 - *Abri dans les tranchées*, Grenay, dessin du soldat Ancelin, 13 janvier 1915 © collections Centre Historique Minier
- 4 - La bataille de Loos-en-Gohelle (25 septembre-13 octobre), journal *Excelsior*, 15 octobre et 24 novembre 1915 © collections Centre Historique Minier
- 5 - Prisonniers anglais affectés aux réparations des rues dans la ville de Douai, dessin de Ralph Cleaver, journal *The Graphic*, 6 mars 1915 © collections Centre Historique Minier
- 6 - Ravitaillement à l'arrière, 1915 © collections Centre Historique Minier
- 7 - Montage du chevalement provisoire de la fosse 14 des mines de Lens à Loos-en-Gohelle, 1920 © Collections Centre Historique Minier
- 8 - Souvenir de la Grande guerre, Chemin de Fer du Nord, 1920 © Collections Centre Historique Minier
- 9 - Tract d'appel à la grève, 1941 © collections Centre Historique Minier
- 10 - Tracts et affichettes contre l'occupation allemande, 1941-1943 © collections Centre Historique Minier
- 11 - Tickets de ravitaillement, 1942-1944 © Collections Centre Historique Minier
- 12 - Tracts concernant les grèves du 19 décembre 1961 Groupe d'Hénin-Liétard des Houillères du Bassin Nord-Pas-de-Calais © Collections Centre Historique Minier

**D'autres illustrations sont disponibles sur chacun des conflits évoqués dans l'exposition. Vous pouvez les obtenir sur demande auprès de :**

Karine Sprimont, Directrice de la communication

Tél. 03 27 95 82 82 – Fax : 03 27 95 82 92

Email : [ksprimont@chm-lewarde.com](mailto:ksprimont@chm-lewarde.com)

Mélissa Roux, Assistante en communication, Email : [mroux@chm-lewarde.com](mailto:mroux@chm-lewarde.com)

**Exposition *Le bassin minier en 1918, un paysage anéanti*  
18 avril – 31 août 2014**



1



2



3



4



5



6

- 1 - Fosse de L'Éclaireur de la Compagnie des mines de Douchy à Roelux, [1918-1920] © archives du Centre Historique Minier
- 2 - Ville de Lens, vue depuis l'église, 1918 © archives du Centre Historique Minier
- 3 - Fosse n°4 de la Compagnie des mines de l'Escarpelle à Dorignies, [1918-1920] © archives du Centre Historique Minier
- 4 - Fosse n°16 de la Compagnie des mines de Courrières à Courrières, [1918-1920] © archives du Centre Historique Minier
- 5 - Fosse n°14 ou Emile Bigo de la Société de mines de Lens à Lens, avant et après la guerre, [1918-1920] © archives du Centre Historique Minier
- 6 - Lavoir et puits de la fosse n°8 ou Gabriel Portier de la Compagnie des mines de Courrières à Courrières [1918-1920] © archives du Centre Historique Minier